

Cofinancé
par l'Union européenne



COUNCIL OF EUROPE



Cofinancé et mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe

NOTE CONCEPTUELLE

Protéger les droits de l'homme, l'État de droit et la démocratie par des normes partagées dans le Sud de la Méditerranée
Programme Sud V

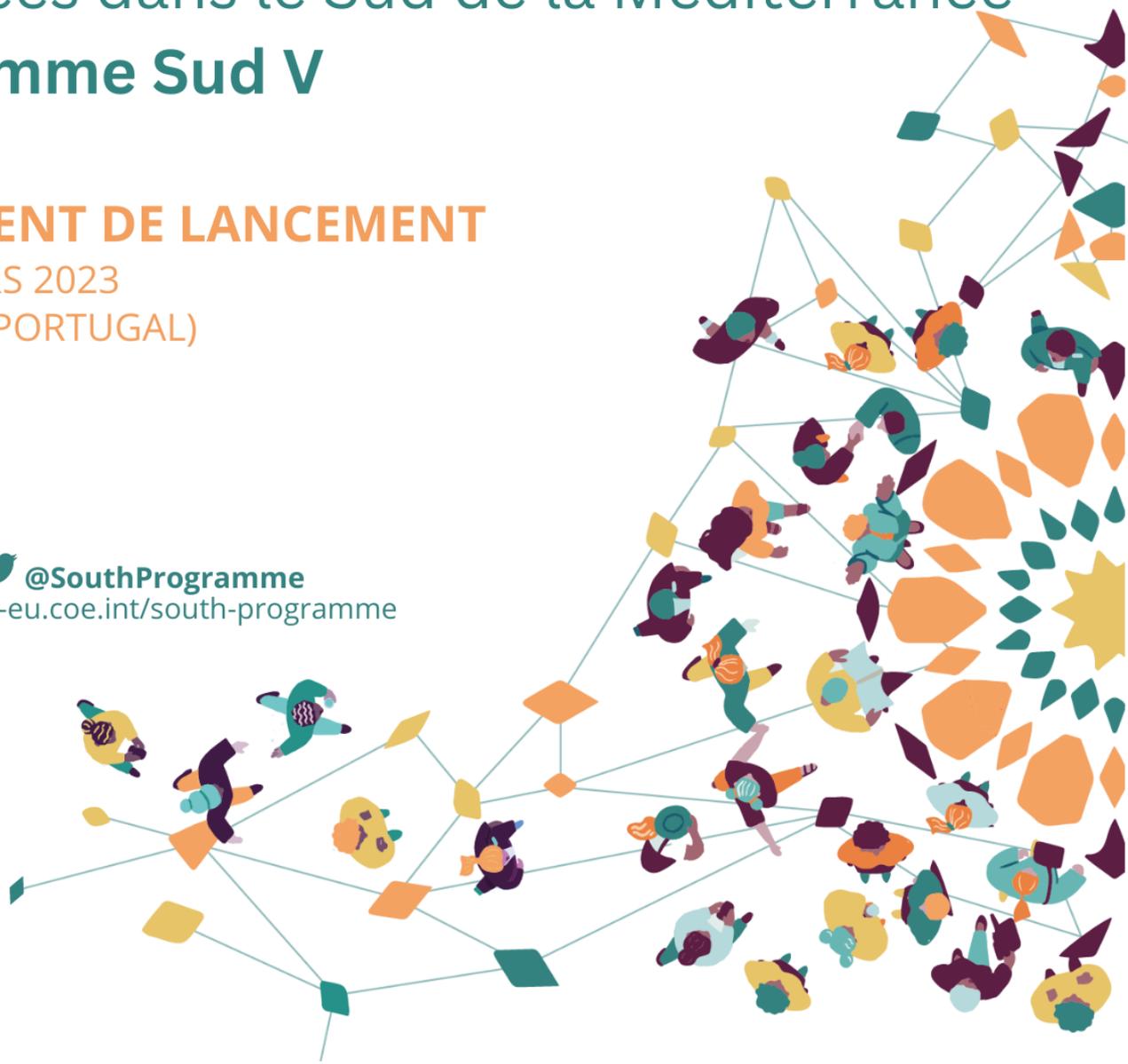
ÉVÉNEMENT DE LANCEMENT

13 - 14 MARS 2023

LISBONNE (PORTUGAL)



 [@SouthProgramme](https://twitter.com/SouthProgramme)
pjp-eu.coe.int/south-programme



Programme Sud V

CONTEXTE

Le Programme Sud est une initiative conjointe entre l'Union européenne (UE) et le Conseil de l'Europe dans le cadre de leur partenariat stratégique pour le Sud de la Méditerranée, conformément au Partenariat renouvelé avec le voisinage méridional de l'Union européenne et à la Politique du Conseil de l'Europe à l'égard des régions voisines¹.

Depuis le lancement du Programme Sud en 2012, l'un de ses principaux objectifs est l'établissement progressif d'un espace juridique commun élargi entre l'Europe et le Sud de la Méditerranée, fondé sur les droits de l'homme, l'État de droit et les normes de gouvernance démocratique, consacrés par les conventions du Conseil de l'Europe. Plus d'une décennie après son lancement, des progrès significatifs ont été réalisés à cet égard, notamment :

- **L'élargissement de l'espace juridique commun** avec 19 adhésions de plusieurs pays de la région à des conventions clés du Conseil de l'Europe, ainsi que l'harmonisation de cadres juridiques nationaux avec des standards européens et internationaux.
- **L'établissement de relations institutionnelles** avec la participation des autorités partenaires de la région à des instances du Conseil de l'Europe et à des réseaux régionaux impliquant les deux rives de la Méditerranée.
- **Le renforcement des capacités institutionnelles** des partenaires de la région à travers des outils uniques tels que le Programme d'Education aux droits de l'homme pour les professionnels du droit (HELP), et l'Université pour la démocratie pour le Sud de la méditerranée de la Commission de Venise (UniDem Med).
- **Le développement d'outils innovants et la mise en place de mécanismes pérennes** adaptés aux besoins des partenaires, comme le Mécanisme national d'orientation des victimes de la traite des êtres humains ou le soutien aux premières plateformes de signalement en ligne² dans la région pour lutter contre la cyberviolence envers les enfants.

Dans un contexte marqué par les interdépendances et les relations croissantes, les défis mondiaux tels que la lutte contre le crime organisé (y compris la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme, la cybercriminalité et la traite des êtres humains), la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes, la protection des données personnelles et l'accès à l'information ainsi que la sauvegarde de la liberté d'expression seront au centre du programme. Le Programme prévoit également la fourniture d'un soutien législatif adapté aux besoins des partenaires, la promotion continue des normes et conventions du Conseil de l'Europe, le renforcement des capacités des professionnels concernés et la promotion du dialogue et de la coopération au niveau régional.

Conformément au ferme engagement du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne de renforcer la société civile et de l'associer davantage à leurs initiatives conjointes, la nouvelle phase du Programme Sud bénéficiera de liens renforcés avec le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe. Ce dernier apportera son expertise de longue date dans le renforcement de la société civile, en particulier en ce qui concerne les organisations de jeunes et les organisations de femmes dans les régions voisines du Conseil de l'Europe. Ces liens seront déterminants pour garantir l'appropriation des réformes démocratiques par les jeunes du Sud de la Méditerranée.

¹ Voir : [Partenariat renouvelé avec le voisinage méridional](#) et la [Politique du Conseil de l'Europe à l'égard des régions voisines](#)

² Développées par Internet Watch Foundation (IWF)

Programme Sud V

L'événement de lancement permettra de présenter les objectifs et les nouveautés de la cinquième phase du Programme Sud³. Il constituera une plateforme d'échanges sur la pertinence des normes européennes et leur mise en œuvre dans la région. Des représentants des autorités partenaires présenteront leurs expériences à cet égard, discuteront des défis et des possibilités pour renforcer les droits de l'homme, l'État de droit et la coopération dans la région. Il fournira également de plus amples informations sur les domaines d'intervention clés du Programme Sud V par le biais d'ateliers thématiques parallèles. Conformément à l'approche basée sur la demande qui sous-tend le Programme Sud, les discussions donneront lieu à des recommandations visant à garantir l'approche la plus adaptée et la plus pertinente aux besoins des partenaires et fourniront ainsi des orientations pour la mise en œuvre de la cinquième phase du Programme Sud.

RESULTATS ATTENDUS

Les objectifs de cet événement sont les suivants :

- Réaffirmer l'engagement de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe dans la région du Sud de la Méditerranée pour faire progresser les droits de l'homme, l'État de droit et la gouvernance démocratique sur la base de valeurs communes et conformément aux programmes de réforme démocratique des partenaires dans la région ;
- Echanger sur les conventions et les normes du Conseil de l'Europe les plus pertinentes et leur valeur ajoutée pour les populations de la région ;
- Promouvoir la mise en réseau régionale ;
- Accroître la portée du Programme Sud V auprès d'un plus grand nombre de partenaires dans la région, notamment en renforçant les contributions de la société civile avec le soutien du Centre Nord-Sud.

Format et participants

Cet événement régional réunira des représentants de haut niveau des ministères des Affaires Etrangères et autres ministères compétents, du pouvoir judiciaire y compris les professionnels du droit et les organes de contrôle judiciaire, des institutions nationales des autorités partenaires, des institutions des droits de l'homme et de la bonne gouvernance, des organes indépendants ; des représentants de la société civile, ainsi que des médias.

Langues de travail

Les langues de travail officielles de cet événement seront **l'anglais, l'arabe et le français**.

Le Programme Sud V (« Protéger les droits de l'homme, l'État de droit et la démocratie par des normes partagées dans le sud de la Méditerranée ») est un programme conjoint entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne, co-financé par les deux organisations et mis en œuvre par le Conseil de l'Europe.

³ Mis en œuvre entre septembre 2022 et août 2025